



A photograph showing two women in a lush green rice field in Côte d'Ivoire. The woman on the left is partially visible, wearing a red and blue patterned headwrap and a blue patterned cloth. The woman on the right is more prominent, wearing a green headwrap and a green patterned dress, and is holding a bundle of rice plants. The background is filled with dense green rice plants and trees under a clear sky.

Plan d'action pour la Côte d'Ivoire

2010 - 2011



Plan d'action pour la Côte d'Ivoire

Renforcer les moyens d'existence des ménages vulnérables
pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition

2010 - 2011

Publié par la
Division des opérations d'urgence et de la réhabilitation
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
Rome 2010

Des renseignements supplémentaires sur les activités d'urgence de la FAO sont disponibles à l'adresse suivante:
www.fao.org/emergencies

Les photographies sont de l'équipe de la FAO Côte d'Ivoire.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention ou l'omission de sociétés précises, de leurs produits ou de leurs marques, n'implique aucun appui ou jugement de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

Table des matières

Table des matières	i	
Sigles et abréviations	ii	
Introduction	1	4.2 Objectif stratégique I, résultats et activités de l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation 12
1. ANALYSE DE LA SITUATION	3	4.2.1 Résultat 1 de l'OSI. 12
1.1 Situation sociopolitique et sécurité	3	4.2.1.1 Résultats attendus 12
1.2 État de pauvreté des populations rurales en Côte d'Ivoire	3	4.2.1.2 Principales activités 12
1.3 Sécurité alimentaire	3	4.2.2 Résultat 2 de l'OSI. 12
1.4 État nutritionnel	5	4.2.2.1 Résultats attendus 14
1.5 Zones vulnérables	6	4.2.2.2 Principales activités 14
2. PRIORITÉS STRATÉGIQUES DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION POUR LES ANNEES 2010 ET 2011	8	4.2.3 Résultat 3 de l'OSI. 14
4.2.3.1 Résultat attendu		4.2.3.2 Principales activités 14
4.3 Groupes ciblés		5. THÈMES TRANSVERSAUX 15
3. CADRE PROGRAMMATIQUE DES INTERVENTIONS EN 2010	11	
4. CADRE STRATÉGIQUE D'INTERVENTION	12	6. AVANTAGES COMPARATIFS DE L'UNITÉ DE COORDINATION DES URGENCES ET DE LA REHABILITATION DE LA FAO CÔTE D'IVOIRE 18
4.1 Objectif général	12	7. MOBILISATION DE RESSOURCES 20
		TABLEAU 1: CIBLES/INDICATEURS DE L'UNITÉ DE COORDINATION DES URGENCES ET DE LA RÉHABILITATION DE LA FAO EN 2010 ET 2011 20

Sigles et abréviations

AGR	Activités génératrices de revenus	NMTPF	Cadre national sur les priorités à moyen terme de la FAO en Côte d'Ivoire
ANADER	Agence nationale d'appui au développement rural	NPK	Engrais composé (Azote – Phosphore – Potassium)
APO	Accords de Paix de Ouagadougou	OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires – Nations Unies
ASC	Agent de santé communautaire	OCPV	Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers
BCA	Bœufs de culture attelée	ONG	Organisation non gouvernementale
CAP	Processus d'appel commun	OS	Objectif stratégique du PAI
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté	PAI	Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO
EASA	Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire	PAM	Programme alimentaire mondial
ECHO	Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne	PDI	Personne déplacée interne
ERCU	Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation	PNN	Programme national de nutrition
ENV	Enquête sur le niveau de vie	PNSAN	Programme national de sécurité alimentaire et de nutrition
FCFA	Franc de la Communauté financière africaine	PPCB	Péripneumonie contagieuse bovine
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.	PPR	Peste des petits ruminants
GSSAN	Groupe sectoriel sécurité alimentaire et nutrition	SAP	Système d'alerte précoce
INS	Institut national de la statistique	SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
IPC	Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire	SNU	Système des Nations Unies
MAG	Malnutrition aiguë globale	UNDAF	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
MICS	Enquête à indicateurs multiples	UNHCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
MINAGRI	Ministère de l'agriculture	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
MIPARH	Ministère de la production animale et des ressources halieutiques	VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Introduction

Depuis la crise sociopolitique de septembre 2002, la Côte d'Ivoire fait face à une instabilité politique et à une insécurité généralisée, ayant contribué à l'effondrement des systèmes de production agricole, et en particulier de la production vivrière, en milieu rural. Au niveau humanitaire, les conséquences de la crise ont été désastreuses et se sont manifestées par le déplacement interne de près de 500 000 personnes en dehors de leur exploitation, par l'augmentation de l'inflation et du taux de chômage. La production et la productivité agricole des céréales et des tubercules ont fortement chuté par rapport aux années ayant précédé la crise. Le départ de la grande majorité des cadres du Ministère de l'agriculture (MINAGRI) et du MI-PARH (Ministère de la production animale et des ressources halieutiques) des zones contrôlées par les Forces Nouvelles a provoqué l'interruption de la prestation de services agricoles à l'ouest et au nord du pays.

A la suite du «dialogue direct» entre le Président de la République Laurent Gbagbo et les Forces Nouvelles en vue de construire la paix et la stabilité, l'Accord de Paix de Ouagadougou (APO) a été signé le 4 mars 2007 entre le gouvernement et les Forces Nouvelles. Il prévoyait la formation d'un nouveau gouvernement transitoire, la suppression de la zone de confiance, la formation d'un centre de commandement intégré, le démantèlement des milices, l'identification et l'inscription sur la liste électorale et l'organisation d'élections. Le Système des Nations Unies (SNU) a également approuvé ce dernier qui s'inscrit dans la ligne de la résolution 1721 de novembre 2006 et qu'a réaffirmé la

résolution 1933 du 30 juin 2010.

Si l'APO a permis le retour des populations déplacées dans leurs localités d'origine, les infrastructures sociales et économiques ne sont pas encore assez solides pour accueillir ces familles qui ont besoin d'assistance afin de pouvoir relancer durablement leurs activités agricoles. La communauté humanitaire a dû et continue à venir en aide aux populations les plus vulnérables. Ainsi en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, plusieurs programmes ont été mis en œuvre par l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation (ERCU) de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), portant sur:

- (i) La coordination des aides agricoles d'urgence avec le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle.
- (ii) La distribution d'urgence d'intrants agricoles de base et de vivres.
- (iii) La réalisation d'activités génératrices de revenus (AGR).
- (iv) L'aménagement et/ou la réhabilitation de bas-fonds et de périmètres irrigués.
- (v) La restauration des systèmes communautaires de production de semences.
- (vi) Le développement de programmes intégrés d'éducation nutritionnelle.
- (vii) La prise en charge nutritionnelle.
- (viii) La prévention et la lutte contre les pathologies et les maladies transfrontalières animales.



1. Analyse de la situation

1.1 SITUATION SOCIO POLITIQUE ET SÉCURITÉ

Le processus de mise en œuvre de l'AP0 a pris du retard et les élections n'ont toujours pas eu lieu. La date de l'élection présidentielle, initialement fixée au 29 novembre 2009 et par la suite en février 2010, a été reportée à la fin de l'année 2010. La dissolution de la Commission électorale indépendante (CEI) et du gouvernement en février 2010 a retardé le processus en cours.

Les services publics et gouvernementaux et l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) continuent de se redéployer dans les chefs-lieux des zones contrôlées par les Forces Nouvelles, mais sans beaucoup de moyens opérationnels. Ces avancées politique et administrative ne sauraient atténuer la situation humanitaire toujours fragile dans certaines régions de Côte d'Ivoire.

Pour ce qui est de la sécurité, aucun incident majeur n'a été signalé au cours de l'année 2009 et au début 2010 mis à part quelques manifestations violentes à l'intérieur du pays (Bouaké, Daloa) à la suite de la dissolution de la CEI.

1.2 ÉTAT DE PAUVRETÉ DES POPULATIONS RURALES EN CÔTE D'IVOIRE

Selon l'enquête sur le niveau de vie (ENV 2008) de l'Institut national de la statistique (INS), la crise économique et politique que traverse la Côte d'Ivoire depuis 1985 a accentué l'état de pauvreté des populations, faisant passer le taux de pauvreté de 10 pour cent en 1985 à 33,6 pour cent en 1998, 38,4 pour cent en 2002, pour atteindre 48,9 pour cent en 2008 (voir figure 1).

La pauvreté est fortement ancrée dans le milieu rural en

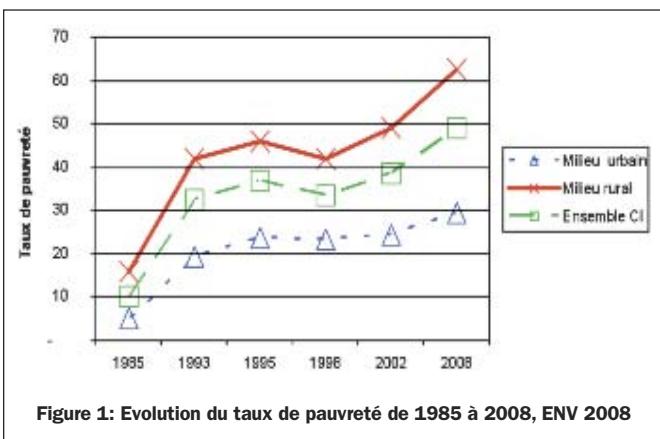


Figure 1: Evolution du taux de pauvreté de 1985 à 2008, ENV 2008

Côte d'Ivoire. En effet, le taux de pauvreté y est passé de 15,8 pour cent en 1985 à 62,5 pour cent en 2008. Le ratio d'extrême pauvreté (dépense quotidienne de moins de 280 FCFA) est de 14,31 pour cent en milieu rural et de 3,81 pour cent en milieu urbain.

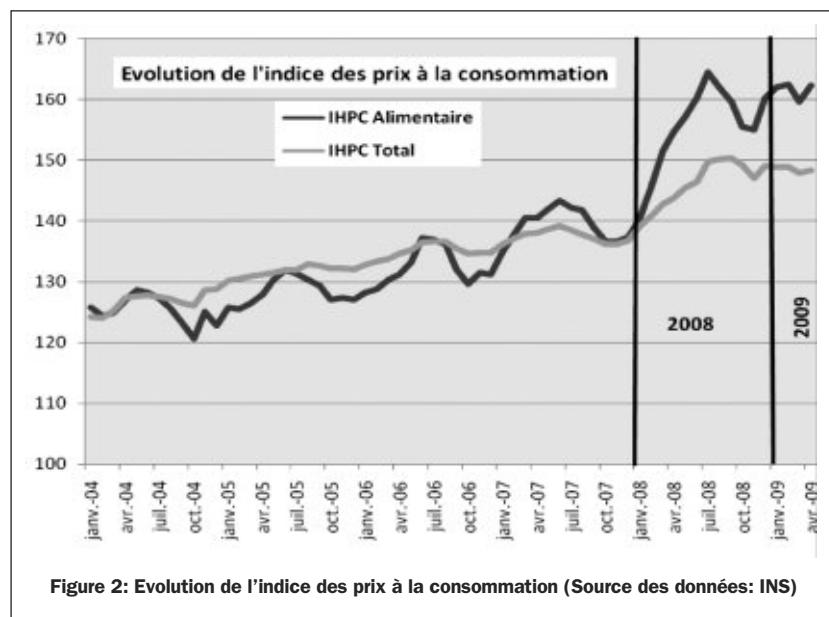
L'analyse de la pauvreté par pôle de développement réalisée dans le cadre de l'ENV 2008 montre que huit pôles de développement sur les dix que compte le pays présentent un taux de pauvreté supérieur à 50 pour cent, notamment: le Nord à 77,3 pour cent en 2008, le Centre-Nord à 57 pour cent, le Centre à 56 pour cent et le Centre-Est à 53,7 pour cent. En ce qui concerne l'extrême pauvreté, les régions les plus fortement touchées sont les mêmes.

1.3 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En mai et juin 2009, le MINAGRI, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la FAO ont mené une Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire (EASA 2009) qui a relevé qu'au plan national, 12,6 pour cent des ménages ruraux

sont en insécurité alimentaire, dont 2,5 pour cent sous une forme sévère et 10,1 pour cent sous une forme modérée. Lorsqu'on rapporte ces proportions à la population rurale, l'insécurité alimentaire toucherait environ 1 269 549 personnes, dont 232 602 personnes en insécurité alimentaire sévère. Les régions qui affichent les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérée (prévalence de l'insécurité alimentaire globale) les plus élevés sont les suivantes: Bafing (29,9 pour cent), Moyen Cavally (29,1 pour cent); Montagnes (23,3 pour cent); Bas-Sassandra (21,5 pour cent); Savanes (17,3 pour cent) et Zanzan (13,2 pour cent). En outre, plus d'un ménage sur deux (56,5 pour cent) a été touché par des chocs divers au cours des 12 derniers mois et 47,4 pour cent des ménages sont endettés, dont 20,3 pour cent pour des raisons alimentaires.

Les catégories socioprofessionnelles de ménages les plus touchés sont les travailleurs journaliers, les ménages dépendants de l'agriculture vivrière de subsistance et les éleveurs.



L'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire est essentiellement liée aux problèmes d'accès à la nourriture en raison du faible pouvoir d'achat et de la pauvreté, ainsi que du manque de diversification alimentaire. La crise que traverse le pays a accentué la dégradation des conditions de vie des ménages et a conduit à l'affaiblissement de leurs moyens de subsistance et de leur capacité à faire face aux chocs. De plus, la conjoncture mondiale défavorable, le maintien à la hausse des prix des denrées alimentaires et des principaux facteurs de production (engrais), combinés aux problèmes structurels que connaissent la plupart des filières agricoles (coton, anacarde, café, cacao et le secteur de l'agriculture vivrière), ont contribué à la dégradation des conditions de vie des ménages au cours de ces dernières années.

Malgré la récolte exceptionnelle de riz au niveau mondial, la baisse du cours du carburant et des principales matières premières sur le marché international fin 2008, les prix de gros et de détail du riz restent élevés en Côte d'Ivoire, et ont même connu des hausses «à contre courant» de l'évolution des cours internationaux. Selon le Groupe de travail Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire (IPC), cette situation risque de persister dans les mois à venir, et les petits producteurs dépendant du marché (acheteurs nets) ne sont pas à l'abri d'une détérioration de leur sécurité alimentaire et de leur statut nutritionnel. La défaillance de l'Inde sur le marché d'exportation et l'annonce d'importations massives indiennes de riz pour reconstituer les stocks de sécurité font planer le spectre d'une crise des prix. Ces perturbations prévues pourraient être atténuées par les volumes d'exportation disponibles de la Thaïlande, du Vietnam, de la Birmanie et du Cambodge, pour l'année 2010. Pour l'instant, les conditions qui ont

été à l'origine de la crise de 2008 ne sont pas encore totalement réunies pour l'année 2010.

En outre, les petits producteurs ivoiriens n'ont pas véritablement profité de la hausse généralisée des prix, du fait notamment de leur inorganisation, de leur faible pouvoir de négociation, de l'insuffisance des capacités de stockage, du nombre élevé d'intermédiaires («pisteurs»), des difficultés d'écoulement en raison du mauvais état des pistes, des frais de transport élevés, des tracasseries routières qui sévissent à l'échelle nationale et qui constituent une importante barrière à l'accès au marché.

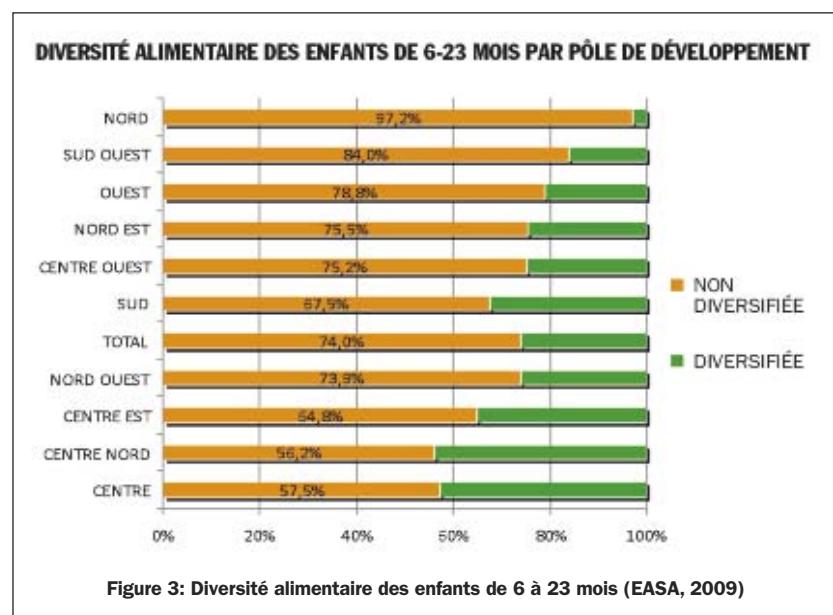
La persistance de ces phénomènes et le maintien à un niveau élevé des cours locaux des produits de première nécessité contribuent à accroître, ou à tout le moins à maintenir, la vulnérabilité des populations de certaines localités. Pour le cas spécifique du nord de la Côte d'Ivoire, l'engrais, dont le prix a quasiment doublé de 2007 à 2009, est inaccessible pour les producteurs. Cet état de fait influe grandement sur les rendements des productions vivrières, qui sont faibles, du fait de la pauvreté des sols. De plus, les pathologies qui ont affecté le bétail, notamment les bœufs de culture attelée (BCA), ont aussi contribué à la forte baisse de la productivité agricole.

Dans les zones de conflit, notamment à l'ouest du pays, les problèmes d'insécurité et de déplacements des populations ont également contribué à la dégradation des conditions de vie des ménages ruraux, et par là même à la nette détérioration de leur sécurité alimentaire. Les difficultés d'intégration (problèmes d'accès à la terre) consécutives aux mouvements de retour organisés et/ou spontanés dans les localités d'origine, la persistance des tensions intercommunautaires

entre populations autochtones, allochtones et allogènes notamment dans les régions des Montagnes, du Moyen Cavally et du Haut-Sassandra, nécessitent un suivi des besoins humanitaires, particulièrement dans le domaine agricole et de la cohésion sociale.

1.4 ÉTAT NUTRITIONNEL

En plus des problèmes d'accès, l'EASA de l'année 2009 a mis en exergue des problèmes d'utilisation des aliments, avec une faible diversité alimentaire de certains ménages ruraux. L'analyse de la diversité de la consommation alimentaire des enfants de 6 à 23 mois a montré qu'environ deux enfants sur trois de cette tranche d'âge ont une alimentation pauvre et non diversifiée. La mauvaise alimentation (en termes de diversité) chez les jeunes enfants peut être à l'origine des problèmes de malnutrition. De même, on note que la qualité de l'alimentation de l'enfant et celle de sa famille sont intimement liées.



Les zones les plus concernées par ce phénomène sont les régions du nord, de l'ouest et du sud ouest du pays. Ces zones sont également celles où les taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans sont les plus élevés d'après les résultats des enquêtes disponibles.

Un plan de riposte nutritionnelle a été conçu et mis en œuvre au nord du pays par l'ensemble des partenaires à la suite des résultats inquiétants de l'enquête SMART de 2008. Les résultats de l'enquête SMART réalisée en 2009 par le Programme national de nutrition (PNN), en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le PAM, la FAO et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), indiquent une amélioration de la situation dans les zones du nord du pays comparativement à 2008, certains indicateurs restant néanmoins préoccupants. A l'exception des régions du Moyen Cavally et du Bas-Sassandra, la prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de 6 à 59 mois est supérieure à 8 pour cent et reste donc préoccupante dans les autres régions enquêtées du nord et de l'ouest du pays. Quant à la malnutrition chronique globale chez les enfants de 6 à 59 mois, à l'exception de la région du Bas-Sassandra, elle est en constante progression, passant d'une moyenne nationale de 33 pour cent (MICS-3) en 2006, au seuil critique de 40 pour cent en 2009.

1.5 ZONES VULNÉRABLES

Lors du 5e cycle d'analyse effectué en juin 2010, le Groupe de travail IPC a classé la Côte d'Ivoire en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire) et en phase 2 (insécurité alimentaire modérée/limite) de la manière suivante:

- Le Sud, le Centre et les régions du Denguéié (Nord-Ouest) et du Zanzan (Nord-Est) sont en phase 1. Cet-

aines zones sont en phase 1A, avec une résilience plus élevée et un taux de pauvreté plus faible, et les deux dernières régions en phase 1B, avec une résilience faible et un taux de pauvreté plus élevé qu'en phase 1A.

- Le Nord, à l'exception de la région du Denguéié et du Zanzan, et l'Ouest du pays sont en phase 2.

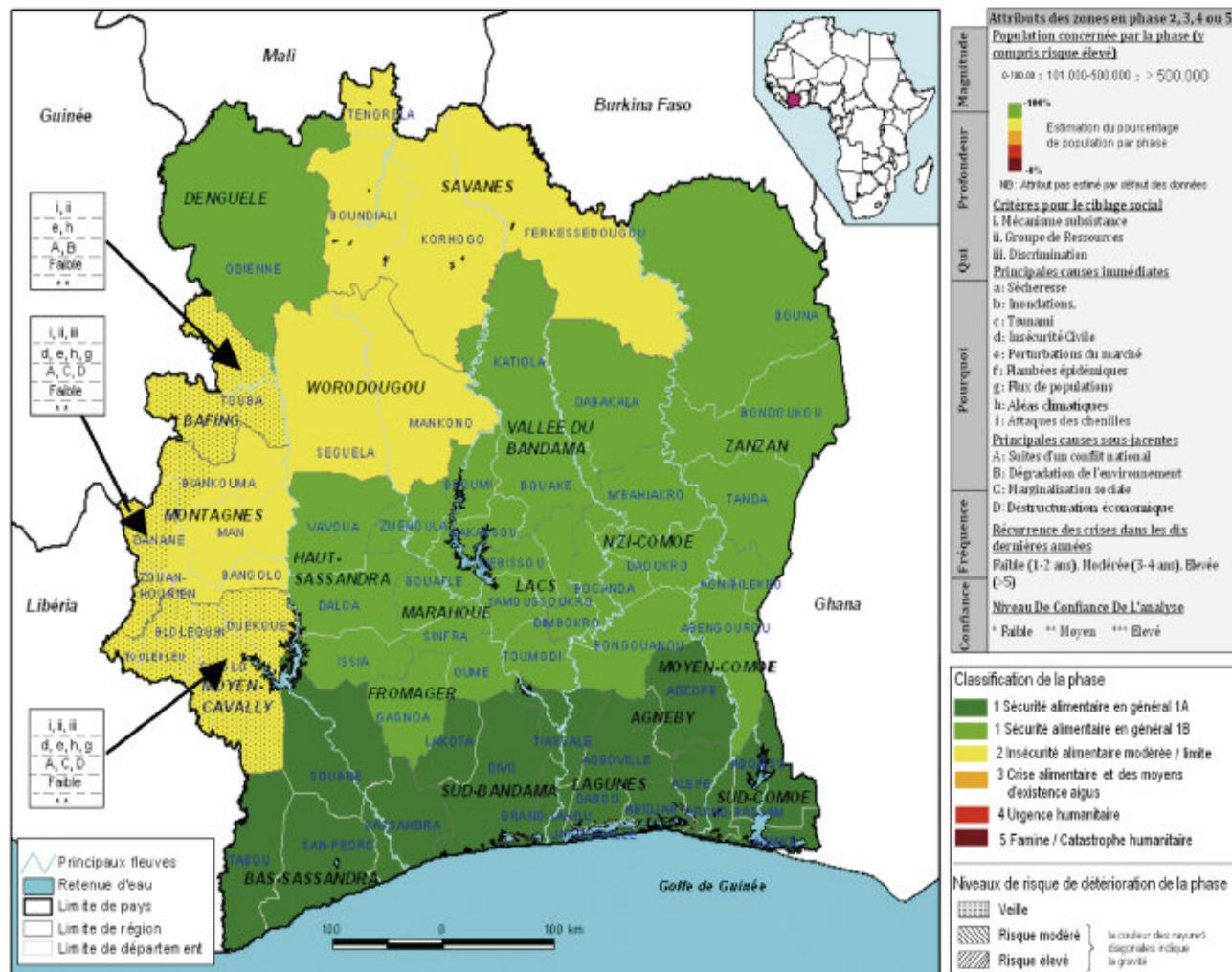
La région du Bafing, en phase 2, est en veille en raison d'un afflux potentiel (risque indéterminé) de réfugiés et/ou de retour de populations à la frontière guinéenne lié à la tenue des élections présidentielles en Guinée.

L'Ouest, et en particulier la zone frontalière du Libéria avec les Montagnes (en particulier à Danané), est en veille eu égard au contexte de mécontentement des ex-rebelles au Libéria et au refus d'intégration des ex-réfugiés d'une part et à la situation socio-politique de la Guinée. D'autre part, toute la région du Moyen Cavally est en veille à cause de la fragilité de la cohésion sociale et l'afflux massif des burkinabés pour l'exploitation cacaoyère.

Les interventions de l'ERCU de la FAO se focaliseront donc en 2010 toujours dans les zones Centre Nord et Ouest de la Côte d'Ivoire, en tenant compte des résultats de l'IPC, du maintien des facteurs de dégradation, et concerneront les zones de vulnérabilité existantes.

Les zones de vulnérabilité relevées par la mission finale de suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de l'année 2009, l'ampleur de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, la présence d'une forte concentration de personnes déplacées et/ou de ménages qui se réinstallent, les difficultés d'accessibilité des zones, la réinsertion des ex-combattants et milices, sont autant de paramètres qui permettront d'affiner le ciblage des localités d'intervention en 2010 au regard des ressources disponibles.

Carte IPC en milieu rural - Côte d'Ivoire/5^{ème} cycle (Juin 2010)



PARTENAIRES : MINAGRI, MIPARH, Ministère d'Etat



USAID
FOR THE AMERICAN PEOPLE



 Sida

2. Priorités stratégiques du secteur de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour les années 2010 et 2011

Comparativement à 2003, la situation humanitaire, spécifiquement alimentaire et nutritionnelle, s'est globalement améliorée dans certaines localités de la Côte d'Ivoire. Mais il existe encore des poches de vulnérabilité et des besoins dans des zones spécifiques. En effet, l'EASA menée en 2009 indique que plus d'un million de personnes vivant en milieu rural en Côte d'Ivoire sont dans une situation alimentaire très précaire, avec plus de 200 000 personnes dans une situation critique et ayant besoin d'assistance. Les problèmes d'accès aux aliments sont les principales causes des difficultés alimentaires et nutritionnelles des populations rurales. Malgré la disponibilité alimentaire, les ménages ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour s'approvisionner sur les marchés, afin de compléter leurs productions vivrières insuffisantes - pour ceux qui en possèdent. Cette situation est d'autant plus inquiétante que la pauvreté en Côte d'Ivoire est essentiellement ancrée en milieu rural. Au moins deux ruraux sur trois sont pauvres.

Le caractère «chronique» de la malnutrition, caractérisée par une alimentation de manière générale très peu diversifiée et équilibrée, dénote aussi une détérioration générale et dans le temps des moyens d'existence des ménages ruraux. Des actions énergiques devront être menées pour inverser la tendance.

Plusieurs facteurs aggravants laissent présager la stagnation, voire la dégradation de l'état alimentaire et nutritionnel des ménages ruraux en Côte d'Ivoire, comme:

- (i) La mauvaise répartition de la pluviométrie (pluies

tardives ou trop abondantes) et les attaques de chenilles constatées au cours de la campagne agricole de l'année 2009, augurant des récoltes moyennes à mauvaises dans certaines localités.

- (ii) La persistance de la faible productivité vivrière (mauvaise qualité des semences, inaccessibilité à l'engrais, bas prix d'achat aux petits producteurs, etc.).
- (iii) Le maintien de la hausse des prix des denrées de première nécessité sur les marchés, notamment les produits alimentaires.
- (iv) La persistance des dysfonctionnements des filières de cultures de rente en Côte d'Ivoire (coton, anacarde, café, cacao, etc.), principales sources de revenus en milieu rural, accentuant la détérioration des termes de l'échange.
- (v) La continuation de l'incertitude politique.

Ces différents éléments rendent indispensable le soutien aux plus vulnérables. Néanmoins pour l'année 2009, on note une amélioration du prix d'achat du cacao, qui ne sera toutefois pas pleinement répercutée sur les revenus des planteurs, du fait de la baisse des rendements et de la production cacaoyère.

Quant aux populations déplacées récemment retournées dans leurs villages d'origine après la saison agricole 2009 et qui, par conséquent, n'ont pu cultiver convenablement au cours de cette présente campagne, il importe de soutenir les plus vulnérables d'entre elles, afin de leur permettre de relancer durablement leurs activités agricoles. De plus, les activités d'appui direct à l'endroit des personnes victimes du conflit, avec une présence effective des acteurs hu-





manitaires sur le terrain, notamment à l'ouest du pays, permettent d'assurer un rôle de protection et de renforcement de la cohésion sociale entre les communautés, en favorisant notamment les activités communes afin d'éviter l'exacerbation des tensions intercommunautaires.

Ainsi, le secteur de la «sécurité alimentaire et de la nutrition» en Côte d'Ivoire nécessite encore des financements en matière d'appui agricole, de prévention de la malnutrition et de collecte d'informations. Les programmes de transition et de développement, qui sont en phase de démarrage ou d'attente de financements, n'ont pas encore d'effets significatifs sur les po-

pulations rurales de la Côte d'Ivoire. On observe également un déficit de donateurs pour la transition pouvant faire le lien entre l'humanitaire et la mise en œuvre effective du Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), il est en effet indispensable que les donateurs soutiennent la transition de l'aide d'urgence à la reprise des activités. Les acteurs du développement n'ayant pas encore véritablement pris le relais, les actions de réhabilitation (y compris agricole) sont toujours nécessaires. Des actions en faveur des ménages affectés par l'insécurité alimentaire et/ou la malnutrition permettraient aux programmes/projets de développement d'avoir plus aisément des effets et des impacts rapides.

3. Cadre programmatique des interventions en 2010 et 2011

L'ERCU de la FAO en Côte d'Ivoire base ses interventions sur son expertise technique, sa présence dans les zones Centre-Nord-Ouest avec deux antennes opérationnelles, et l'expérience accumulée dans le pays depuis 2003.

En 2010 et 2011, la stratégie d'intervention de l'Unité s'inscrit principalement dans le cadre de la réalisation de l'Objectif stratégique I (OSI): Amélioration de la préparation et de la réponse aux menaces et aux situations d'urgence ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture, du Plan d'action immédiate pour le renouveau de la FAO (PAI).

La vision de la FAO est celle d'un monde libéré de la faim et de la malnutrition, dans lequel l'alimentation et l'agriculture contribuent à améliorer le niveau de vie des populations, notamment des plus pauvres, dans une optique économiquement, socialement, et écologiquement durable.

Les activités s'intègreront également aux grandes orienta-

tions des documents de stratégie adoptés au plan national:

- (i) Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP);
- (ii) Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) 2009-2013.
- (iii) Cadre national des priorités à moyen terme de la FAO en Côte d'Ivoire 2009-2013 (NMTPF).
- (iv) Programme national de sécurité alimentaire et de nutrition (PNSAN) de la Côte d'Ivoire (en cours de validation par les autorités nationales).
- (v) Stratégie humanitaire sous-régionale pour l'année 2010.

Ces orientations stratégiques, développées en collaboration avec la partie nationale, visent principalement le renforcement des capacités des autorités dans la préparation, la réponse aux urgences et la transition, tout en continuant les activités d'urgence agricole, de réhabilitation en faveur des populations les plus vulnérables.



4. Cadre stratégique d'intervention

L'approche méthodologique de l'ERCU de la FAO privilégie une évaluation des besoins effectuée sur le terrain conjointement avec les services techniques du gouvernement, le SNU, les ONG et les populations rurales. Le système de suivi sera axé sur l'atteinte des résultats.

4.1. OBJECTIF GÉNÉRAL

Les interventions d'urgence et de réhabilitation de la FAO en 2010 visent à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition en Côte d'Ivoire.

4.2. OBJECTIF STRATÉGIQUE I, RÉSULTATS ET ACTIVITÉS DE L'ERCU

L'Objectif stratégique I vise trois principaux résultats de l'Organisation.

4.2.1. Résultat 1 de l'OSI: la vulnérabilité des pays aux crises, menaces et situations d'urgence est réduite grâce à une meilleure préparation et à l'intégration de la prévention et de l'atténuation des risques dans les politiques, programmes et interventions.

4.2.1.1 Résultats attendus

Les principaux résultats attendus pour ce qui concerne l'ERCU de la FAO sont le:

- Renforcement des mécanismes de coordination des opérations agricoles d'urgence, de réhabilitation et de développement.
- Renforcement des capacités du MINAGRI en matière de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et de la nutrition.
- Renforcement des capacités des autorités nationales

en matière de prévention et de préparation aux crises.

4.2.1.2 Principales activités

Les activités de coordination des opérations agricoles se poursuivront et seront menées en étroite collaboration avec le gouvernement et porteront sur:

- L'organisation de réunions de coordination, le suivi et l'analyse de la sécurité alimentaire à travers des missions de suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire, des études/enquêtes spécifiques et - conjointes dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment avec le MINAGRI en vue de sa prise de responsabilité progressive dans le domaine.
- La poursuite de la mise en œuvre des outils (IPC, Dynamic Atlas) et de leur appropriation progressive par la partie nationale, qui s'inscrira dans le cadre du Système d'alerte précoce (SAP) du MINAGRI.
- La poursuite des activités de prévention et de préparation aux crises: préparation des plans de contingence, activités d'épidémiologie et de lutte contre les pathologies animales (sensibilisation, vaccination, etc.), utilisation rationnelle des produits phytosanitaires, etc.

Ces activités seront principalement menées dans le cadre du Groupe sectoriel sécurité alimentaire et nutrition (GSSAN) qui sera progressivement transféré à la partie nationale.

4.2.2 Résultat 2 de l'OSI: les pays et les partenaires réagissent plus efficacement aux crises et aux situations d'urgence grâce à des interventions liées à l'alimentation et à l'agriculture.

4.2.2.1 Résultats attendus

Les principaux résultats attendus pour ce qui concerne l'ERCU de la FAO sont:

- Le renforcement des moyens d'existence des ménages ruraux en Côte d'Ivoire.
- L'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en Côte d'Ivoire.
- L'amélioration de la situation nutritionnelle des ménages ruraux en Côte d'Ivoire.

4.2.2.2 Principales activités

Les principales activités sont:

- Le développement de programmes agricoles permettant aux ménages les plus vulnérables, essentiellement des ménages récemment retournés, en situation d'insécurité alimentaire ou affectés par la malnutrition à l'ouest et au nord, de renforcer leurs productions vivrières (disponibilité alimentaire, diversité de la diète et source de revenus). Ces ménages recevront des intrants agricoles et seront formés en technique culturale, en gestion simplifiée et en commercialisation (dans une optique de pérennisation), avec au niveau du volet maraîcher, une composante sensibilisation à l'éducation nutritionnelle pour améliorer la diète alimentaire dans les communautés villageoises. L'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO réduit ses activités purement d'urgence, à savoir les distributions de semences, qui sont en nette diminution et qui se dérouleront uniquement dans les poches de très forte vulnérabilité encore existantes et en faveur des ménages les plus vulnérables en fonction de critères toujours plus stricts au nord et à l'ouest du pays.
- Le développement et le renforcement d'AGR dans le domaine agricole.
- Le développement et le renforcement des aménag-

ments sommaires, des réhabilitations de basfonds et d'exploitation efficiente de périmètres irrigués.

- La formation en techniques agricoles et en commercialisation pour accroître la productivité, améliorer l'écoulement des produits sur les marchés et augmenter les revenus.
- Le renforcement des capacités en gestion des organisations d'agriculteurs (promoteurs d'AGR, riziculteurs, etc.).
- L'amélioration de l'accès à des semences de qualité par la promotion de programmes de multiplication de semences à base communautaire, afin d'améliorer durablement la productivité agricole en Côte d'Ivoire.
- La poursuite du programme intégré d'éducation nutritionnelle, qui contribuera à la lutte contre la malnutrition en Côte d'Ivoire par la prévention.
- Le renforcement des capacités des éleveurs dans le domaine de la lutte contre diverses épizooties (trypanosomiase animale, maladies à tiques, etc.) et diverses maladies transfrontières (grippe aviaire, etc.).

La coordination fait aussi partie de ce résultat attendu.

Ces activités seront menées sous la supervision de l'ERCU de la FAO en collaboration avec les services décentralisés du MINAGRI, du MPARH, les différentes autorités préfectorales et sous-préfectorales, là où elles sont présentes.

4.2.3 Résultat 3 de l'OSI: les pays et les partenaires disposent de liens et d'une transition améliorée entre les stades de la situation d'urgence, du relèvement et du développement.

4.2.3.1 Résultat attendu

Le principal résultat attendu pour l'ERCU de la FAO est le renforcement des liens et des synergies avec le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP, et spécifiquement des matrices d'actions prioritaires sur

l'agriculture et la santé.

4.2.3.2 Principales activités

Les principales activités à mener portent autour :

- De la participation de l'Unité aux mécanismes de coordination mis en place et à la planification des activités dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP et de l'UNDAF pour l'année 2010.
- De la participation au processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'UNDAF 2010 et du DSRP, à travers ses matrices d'actions prioritaires (agriculture et santé notamment).
- Du soutien au gouvernement dans l'appropriation et la mise en œuvre complète de la coordination, de l'IPC, du Dynamic Atlas, des évaluations sur le terrain et des missions de suivi des saisons agricoles.

4.3. GROUPES CIBLÉS

Pour les années 2010 et 2011, les principaux groupes cibles potentiels seront:

1. Les ménages déplacés vulnérables n'ayant pas de sources de revenus substantiels et n'ayant pas déve-

loppé de mécanismes d'adaptation indépendants de l'aide humanitaire¹.

2. Les ménages récemment retournés, c'est-à-dire après juin 2009 et qui n'ont pas pu cultiver pendant la saison pluvieuse 2009².
3. Les réfugiés ivoiriens de retour en Côte d'Ivoire³.
4. Les ménages vulnérables à l'insécurité alimentaire, à très faibles ressources et avec des productions (récoltes) très limitées, mais ayant accès à la terre.
5. Les ménages comprenant au moins une personne malnutrie sévère, au moins une personne malnutrie modérée ou une femme enceinte et les ménages affectés par le VIH/SIDA.
6. Les groupements ou associations de personnes ayant vu leurs activités économiques et leurs capacités de production agricole et de commercialisation des produits vivriers détruites ou affectées par la crise (AGR).
7. Les ex-combattants et les ex-miliciens prêts à être réinsérés.
8. Les organisations agricoles.

Les bénéficiaires devront remplir les conditions préalables suivantes: être localisés dans des zones à forte insécurité alimentaire, avoir accès à la terre et posséder des connaissances de base en techniques agricoles.

¹ Personne déplacée interne (PDI) (nombre et pourcentage de la population) : 709 380 (3,7 pour cent) (OCHA, CAP 2008)

² Voir Statistiques OCHA : 89 000 retournés en 2009 sur 120 000 prévus

³ Réfugiés ivoiriens dans les pays limitrophes : 15 000 (UNHCR, 2007)



5. Thèmes transversaux

Certaines activités, programmées dans le plan d'action 2010-2011 de l'ERCU de la FAO, permettront à des ménages ruraux affectés par le virus de l'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise (VIH/SIDA) de bénéficier de compléments alimentaires et de revenus monétaires supplémentaires pour améliorer les soins et la ration. Ces actions permettront également de réduire leur stigmatisation au sein de leurs communautés. Elles seront menées avec des partenaires spécifiques, spécialisés dans le domaine du VIH/SIDA.

La prise en considération de l'approche «genre» sera essentielle dans le choix des bénéficiaires. Une attention particulière sera accordée à la participation des femmes, non seulement dans les travaux, mais surtout dans la composition des comités de gestion des groupements et comités

villageois. Les femmes devront faire partie intégrante des organes de décisions des groupements.

Les activités à l'ouest du pays, notamment en faveur des ménages récemment retournés et des jeunes, permettront aussi de renforcer la cohésion sociale et d'occuper les jeunes et ainsi les détourner des armes. A l'analyse, les mouvements de populations, les tensions intercommunautaires et la présence des groupes d'autodéfense constituent l'une des problématiques majeures de l'insécurité alimentaire à l'ouest de la Côte d'Ivoire.

Les activités menées par l'ERCU de la FAO renforcent également la protection des populations vulnérables, notamment à l'ouest du pays.

6. Avantages comparatifs de l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO

Dans le cadre de son mandat habituel qui est de lutter contre la faim pour réduire la pauvreté dans le monde, de fournir une assistance technique aux gouvernements dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques agricoles efficaces, de renforcer les capacités de production et d'œuvrer pour la reconnaissance du droit à l'alimentation des citoyens, la FAO est présente en Côte d'Ivoire depuis de nombreuses années. Depuis lors, le Gouvernement ivoirien n'a cessé de recourir à son expertise. A l'occasion de la crise survenue en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002, la FAO a répondu à la préoccupation du gouvernement, notamment en ce qui concerne la préservation de la sécurité alimentaire à l'Ouest, au Nord et au Centre du pays et à cette fin, a mis en place une Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation.

Depuis 2003, d'importantes opérations d'assistance agricole sont donc menées au bénéfice des ménages vulnérables. L'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO en Côte d'Ivoire peut ainsi se prévaloir d'une expérience certaine dans les actions d'évaluation, de ciblage, dans la logistique et la mise en œuvre de programmes de formation et de distribution d'intrants agricoles, de production de semences de qualité, de développement et de mise en œuvre de projets d'AGR, dans le renforcement des capacités des ménages vulnérables, dans les activités de prévention de la malnutrition, de lutte contre les épidémies animales (Péripneumonie contagieuse bovine [PPCB], peste des petits ruminants [PPR], grippe aviaire, trypanosomiase animale), dans la coordination des interventions agricoles d'urgence, et dans l'analyse de la situation de la sécurité alimentaire, de la nutrition et sa diffusion (IPC et Dynamic Atlas).

Les actions entreprises par cette Unité et son expérience avérée portent essentiellement sur:

- La distribution d'intrants agricoles (semences et outils) accompagnée de formation en techniques agricoles au profit des populations vulnérables victimes de la crise (déplacés, retournés, ménages pauvres, etc.). Plus de 27 000 ménages agricoles ont été assistés en 2008;
- La nutrition, par la sensibilisation, la formation et la distribution de kits maraîchers aux mères des centres nutritionnels pour la réalisation de jardins potagers;
- Des AGR (élevage, transformation alimentaire, etc.) pour relancer l'économie locale des zones touchées par la crise. A ce jour, 65 microprojets d'AGR ont été mis en œuvre;
- L'aménagement sommaire ou la réhabilitation de bas-fonds rizicoles;
- L'appui à la restauration des systèmes traditionnels de multiplication de semences, perturbés du fait du conflit. En 2008 et 2009, plus de 1 700 tonnes de semences de qualité déclarée ont été produites;
- L'appui aux organisations professionnelles agricoles et le renforcement des capacités de production des producteurs de riz au niveau des périmètres irrigués;
- Le soutien aux moyens d'existence des éleveurs grâce à l'amélioration du statut sanitaire des animaux d'élevage (vaccination PPCB/PPR, lutte contre la trypanosomiase animale) et des volailles (lutte contre la grippe aviaire, biosécurité).

La FAO, à travers l'ERCU, assure également la coordination



des interventions agricoles d'urgence en Côte d'Ivoire. D'une part, elle assure l'animation du GSSAN (en collaboration avec le PAM) et la réalisation de missions d'évaluation conjointe sur le terrain, et d'autre part, le développement du Dynamic Atlas, outil cartographique d'information, de coordination et d'aide à la décision dans le domaine de la sé-

curité alimentaire et du système d'analyse de la sécurité alimentaire (IPC) de Côte d'Ivoire. La plus-value de la FAO repose également sur ses ressources humaines et son expertise technique avec: (i) une présence sur le terrain, avec deux antennes à Man et Korhogo et (ii) une logistique adaptée pour les missions de terrain.

7. Mobilisation de ressources

Le financement global du présent plan d'action 2010-2011 est de 5 649 625 USD, dont 1 023 000 ont déjà été mobilisés grâce à des reliquats de financement et 4 626 625 USD à mobiliser pour une mise en œuvre efficace des activités.

Les programmes menés en 2010 bénéficieront de certains financements de projets débutés en 2009 et prévus s'achever en 2010 (Suède, Commission européenne),

dont la seconde phase du projet de lutte contre la trypanosomiase animale avec la Commission européenne.

Il est fondamental que les donateurs investissent dans la prévention et la réduction des risques, et que des ressources soient mobilisées afin de pouvoir mettre en œuvre l'ensemble des activités prévues en 2010 et 2011 par l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation.

Tableau 1: Cibles/Indicateurs de l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO en 2010 et 2011

OSI: Amélioration de la préparation et de la réponse aux menaces et aux situations d'urgence ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture					Financement (×1000 USD)		
Résultats de l'Organisation	Résultats de l'ERCU	Principales activités proposées pour 2010-2011	Cibles 2010-2011	Financement (×1000 USD)			
				Mobilisé	A Mobiliser	Total	
(1) La vulnérabilité des pays aux crises, menaces et situations d'urgence est réduite grâce à une meilleure préparation et à l'intégration de la prévention et de l'atténuation des risques dans les politiques, programmes et interventions.	Renforcement des moyens d'existence des ménages ruraux ivoiriens. Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux ivoiriens. Amélioration de la situation nutritionnelle des ménages ruraux ivoiriens. Indicateur : baisse du taux d'insécurité alimentaire et de la prévalence de la malnutrition aigüe globale et de la malnutrition chronique globale.	Organisation de réunions de coordination en collaboration avec la partie nationale, notamment dans le cadre des mécanismes du DSRP, s'ils sont en place.	Au moins 40 réunions de coordination.	13,5	114,33	127,83	
		Appui à la mise en œuvre du Dynamic Atlas et à son transfert au gouvernement.	Au moins 2 CD ROM Dynamic Atlas diffusés.				
		Appui à la mise en œuvre de l'IPC et à son transfert au gouvernement.	Au moins 3 cycles d'analyse IPC réalisés.				
		Organisation de missions de suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire des années 2010 et 2011 en collaboration avec la partie nationale et le PAM.	Au moins 3 missions de suivi effectuées (2 finales et 1 à mi-parcours).				
		Participation à la réalisation d'enquêtes nutritionnelles en collaboration avec la partie nationale et les acteurs actifs dans la nutrition.	2 enquêtes nutrition réalisées avec les partenaires.				
		Développement d'activités de prévention et de préparation aux crises en collaboration avec la partie nationale.	Au moins 2 ateliers réalisés.				
Principaux partenaires: MINAGRI, MIPARH, PNN, OCPV, PAM							

Tableau 1: Cibles/Indicateurs de l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO en 2010 et 2011 (suite)

OSI: Amélioration de la préparation et de la réponse aux menaces et aux situations d'urgence ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture					
Résultats de l'Organisation	Résultats de l'ERCU	Principales activités proposées pour 2010-2011	Cibles 2010-2011	Financement (×1000 USD)	
				Mobilisé	A Mobiliser
(2) Les pays et les partenaires réagissent plus efficacement aux crises et aux situations d'urgence grâce à des interventions liées à l'alimentation et à l'agriculture.	<p>Renforcement des moyens d'existence des ménages ruraux ivoiriens.</p> <p>Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux ivoiriens.</p> <p>Amélioration de la situation nutritionnelle des ménages ruraux ivoiriens.</p> <p>Indicateur : baisse du taux d'insécurité alimentaire et de la prévalence de la malnutrition aigüe globale et de la malnutrition chronique globale.</p>	Distribution d'intrants agricoles en saison pluvieuse 2010, 2011 et contre-saison 2010/2011 au nord et à l'ouest dans les poches de forte vulnérabilité.	9 000 ménages vulnérables assistés. 85 tonnes de semences et 14 464 pièces d'outillage agricole distribuées.	215	755
		Mise en œuvre de microprojets d'activités génératrices de revenus.	50 AGR développées. 1 250 ménages insérés.	68	2 067
		Réalisation d'aménagement/Réhabilitation de bas-fonds.	200 ha de bas-fonds aménagés ou réhabilités. 800 ménages assistés au niveau des périmètres aménagés ou réhabilités. Production de 800 tonnes de riz.	68	112
		Mise en œuvre d'un programme de multiplication de semences à base communautaire.	1 500 producteurs semenciers appuyés. Production de 450 tonnes de semences de qualité.	-	295
		Appui à la riziculture irriguée.	1 200 ha de 22 périmètres irrigués exploités. 1 050 riziculteurs formés. Réhabilitation de 18 périmètres irrigués en termes de drainage et irrigation.	457	-
		Mise en œuvre d'un programme intégré d'éducation nutritionnelle.	Production de 8 400 tonnes de riz en deux cycles de cultures au niveau des périmètres irrigués. 1 500 mères d'enfants malnutris assistées. 10 centres de santé communautaire formés. 1 000 jardins de case réalisés. 80 agents de santé communautaire (ASC), agents d'encadrement formés en éducation nutritionnelle.	-	340
		Lutte contre les épizooties (trypanosomiase, maladies à tiques) et les maladies transfrontalières: grippe aviaire, etc.	Nombre d'opérateurs (éleveurs, commerçants) formés et sensibilisés à la lutte contre la trypanosomiase, les maladies à tiques, la grippe aviaire, etc.	200	867
					1 067

Principaux partenaires: MINAGRI, MIPARH, PNN, UNICEF, PAM, ONG



Tableau 1: Cibles/Indicateurs de l'Unité de coordination des urgences et de la réhabilitation de la FAO en 2010 et 2011 (suite)

OSI: Amélioration de la préparation et de la réponse aux menaces et aux situations d'urgence ayant une incidence sur l'alimentation et l'agriculture

Résultats de l'Organisation	Résultats de l'ERCU	Principales activités proposées pour 2010-2011	Cibles 2010-2011	Financement (×1000 USD)		
				Mobilisé	A Mobiliser	Total
(3) Les pays et les partenaires disposent de liens et d'une transition améliorés entre les stades de la situation d'urgence, du relèvement et du développement.	Renforcement des liens et des synergies avec le gouvernement dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP et spécifiquement des matrices d'actions prioritaires sur l'agriculture et la santé. Indicateurs: Matrices d'actions prioritaires du DSRP finalisées; plan de travail et rapport UNDAF 2010 disponibles.	Participation de l'Unité aux mécanismes de coordination mis en place et à la planification des activités dans le cadre de la mise en œuvre du DSRP et de l'UNDAF pour l'année 2010. Participation au processus de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de l'UNDAF 2010 et du DSRP. Soutien au gouvernement dans l'appropriation et la mise en œuvre complète de l'IPC, du Dynamic Atlas, des évaluations et missions de suivi des récoltes, et de la coordination.	Participation active et continue aux réunions relatives à la mise en œuvre de l'UNDAF et du DSRP. La Direction des productions alimentaires et de la diversification (point focal) sensibilisée et formée.	1,5	76,3	77,8
Principaux partenaires: MINAGRI, MIPARH, PNN, OCPV, PAM						
Total financement (×1000 USD)				1 023	4 627	5 650



Meilleure préparation et réponse efficace aux menaces
et situations d'urgence alimentaires et agricoles

www.fao.org/emergencies